

Villes voraces : une injustice environnementale

Les pays développés, qui représentent 20 % de la population mondiale, produisent 46 % des émissions de gaz à effet de serre

Les pauvres des zones urbaines défavorisées paieront un prix élevé pour l'appétit d'abondance et de consommation des villes riches, généralement très éloignées, en particulier dans les pays en développement car l'inégalité planétaire s'accroît à mesure que s'intensifient les effets du changement climatique. C'est le constat sévère que fait **Villes et changement climatique : Rapport mondial sur les établissements humains 2011**.

Ce nouveau rapport met en lumière trois dures réalités sur les facteurs du changement climatique induit par l'homme et ses principales victimes. Premièrement, il existe un rapport inverse entre les consommateurs responsables de la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre et ceux qui y sont le plus exposés. Deuxièmement, ce sont les citoyens, villes et pays aisés qui se protégeront le mieux des effets néfastes de l'évolution du climat. Troisièmement, les charges les plus lourdes pèseront sur les pays en développement et les populations les plus pauvres et marginalisées de leurs villes.

«Ce constat est tout à fait révoltant», estime Joan Clos, le Directeur exécutif d'ONU-Habitat. « La fracture entre les villes devrait en outre s'aggraver à mesure que se multiplient les effets de l'évolution du climat. Parallèlement aux efforts déployés à l'échelon mondial, des mesures doivent être prises au niveau local pour remédier à ces inégalités. »

Figure 2.1 : Émissions de CO₂ par habitant dans certains pays et certaines régions du monde (2004)

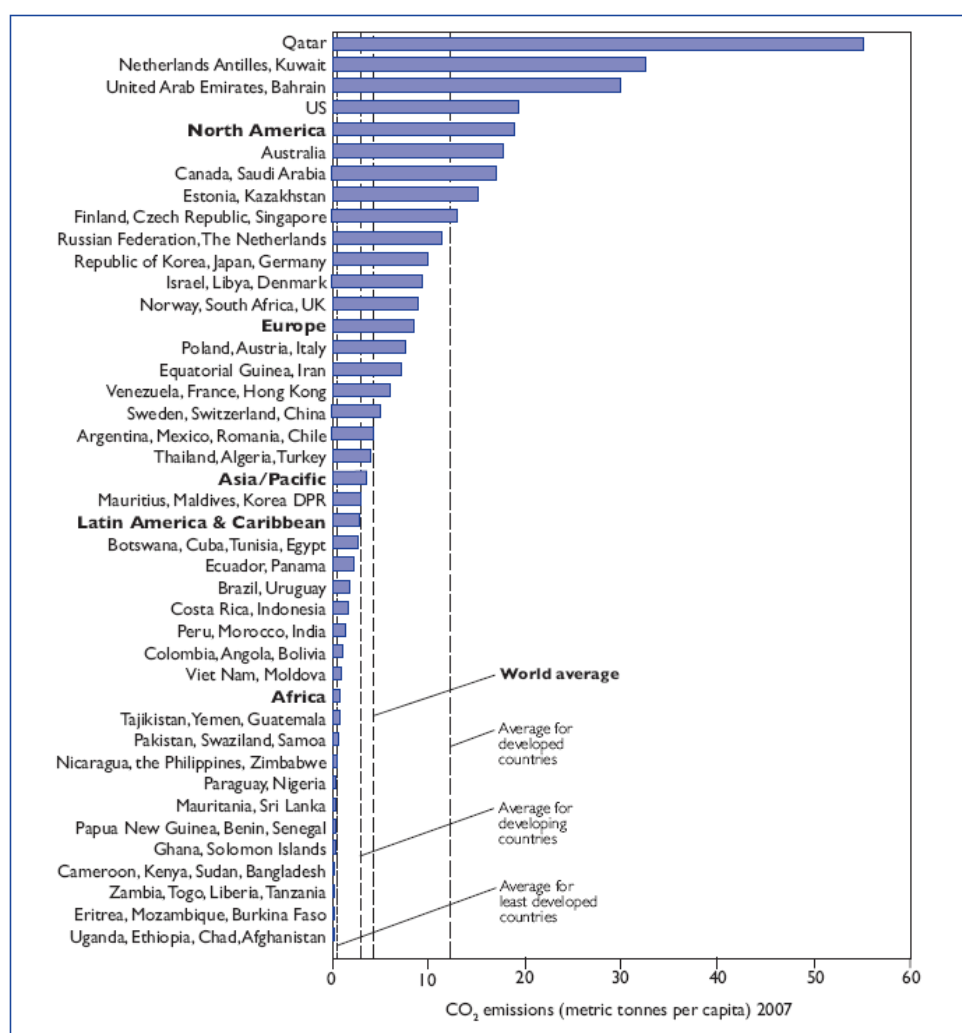


Figure 3.3

CO₂ emissions per capita in selected countries and world regions (2007)

Sources: based on <http://mdg.un.org/unsd/mdg> (last accessed 21 October 2010); and UN, 2010

Source: Satterthwaite et al, 2009, p368

Selon le rapport, l'écart constaté dans les émissions par habitant entre les pays qui en génèrent le plus et ceux qui en produisent le moins varie de 1 à 100. Les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays développés représentent 46 % du total des émissions de gaz à effet de serre. Les 80 % vivant dans les pays en développement sont responsables des 54 % restants. Les États-Unis et le Canada représentent à eux seuls 19,4 % du total de ces émissions tandis que l'Asie du Sud y contribue pour 13,1 % et l'Afrique à hauteur de 7,8 % seulement.

L'appétit urbain

Un large éventail d'activités émettrices de gaz à effet de serre sont associées aux villes et à leur fonction. En réalité, l'énergie, les transports et les bâtiments (dont la concentration en milieu urbain prend des proportions de plus en plus élevées) représentent près de la moitié du total des émissions mondiales.

Les inventaires nationaux des gaz à effet de serre se fondent sur l'hypothèse selon laquelle un pays est responsable de toutes les émissions produites dans sa zone de juridiction. Cette mesure pragmatique, qui vise à faciliter la réalisation des objectifs et des taux de réduction nationaux, est probablement la seule méthode applicable étant donné que le pouvoir législatif des pays se limite au territoire national.

Mesure éthique

Toutefois, les individus consomment et demandent des biens et services qui sont souvent produits en dehors de leur ville ou de leur pays. Un grand nombre de procédés de fabrication polluants et à forte intensité de carbone ne se trouvent plus en Europe ni en Amérique du Nord. Ils sont utilisés dans d'autres régions du monde pour profiter du coût moins élevé de la main-d'œuvre et d'une application moins stricte des législations environnementales.

Cela signifie que souvent les modes de consommation qui engendrent le plus d'émissions (notamment dans les secteurs énergétique et industriel) n'apparaissent pas clairement et entraînent des réductions d'émissions en Europe et en Amérique du Nord.

En effet, alors qu'en 1987, 12 % des émissions chinoises étaient dues à la production de biens d'exportation, ce chiffre atteignait 33% (l'équivalent de 6 % du total des émissions mondiales de CO₂) en 2005. Les analystes s'interrogent de plus en plus sur la question de savoir si les consommateurs de ces produits d'exportation ne devraient pas endosser la responsabilité des émissions associées à cette production.

Villes affamées

Les fruits et légumes consommés dans les pays développés sont souvent transportés sur de longues distances, variant entre 2 500 et 4 000 kilomètres, entre la ferme et le lieu de vente. En Amérique du Nord, par exemple, les produits alimentaires vendus en supermarché parcourent en moyenne 2100 kilomètres avant d'atteindre le consommateur et le système alimentaire représente de 15 à 20 % de la consommation énergétique aux États-Unis.

Mesurer la responsabilité

Le rapport souligne les problèmes techniques et politiques que pose l'attribution de la responsabilité. Pour les inventaires nationaux des émissions de gaz à effet de serre, imposés par les accords et conventions internationaux sur le climat, les pays à forte consommation préfèrent utiliser des analyses d'émissions fondées sur la production qui excluent les systèmes de production situés en dehors du territoire national.

En revanche, avec la méthode basée sur la consommation, ce sont les consommateurs qui sont rendus responsables des émissions de gaz à effet de serre engendrés à la production, quel qu'en soit le lieu, pour satisfaire leurs choix, préférences et demandes. Sont compris dans l'estimation non seulement le coût de la fabrication en termes d'équivalents CO₂ mais aussi l'emballage et le transport ainsi que toutes les activités générant des émissions de carbone associées au processus. Ces calculs sont compliqués mais, souligne le rapport, constituent un progrès en direction d'une estimation plus équitable et responsable de la responsabilité dans les inventaires.

Que les analyses des émissions soient fondées sur la production ou la consommation, l'impact reste le même. Dans bien des cas, les villes des pays en développement ressentent les effets du changement climatique bien avant qu'elles aient atteint le niveau de vie plus élevé et adéquat auquel aspirent leurs habitants et qui sont courants dans les pays riches. Outre leur incapacité à élever les niveaux de vie, ces villes n'auront pas non plus les moyens de financer les stratégies d'atténuation et d'adaptation qui permettraient d'empêcher quelques-unes des perturbations majeures causées par le changement climatique.

La réalité politique fait que ce sont les riches qui influent le plus sur les structures politiques qui entrent en jeu, ce qui rend difficile, dans le meilleur des cas, cette répartition équitable de la responsabilité, ou la rend impossible si le statu quo est maintenu.